



# Alternatifs Isère

SOLIDARITÉS  
AUTOGESTION 38 FÉMINISME  
ÉCOLOGIE



## Pour une éducation alternative

### L'éducation n'est pas à vendre

Si les enseignants sont le 24 novembre en grève, c'est notamment à cause de la dégradation des conditions de travail dont se sont fait souvent l'écho les lycéens et les parents d'élève. En effet, la suppression massive de postes a pour conséquence l'augmentation des effectifs des classes, ce qui va à l'encontre de l'individualisation de l'enseignement. Par exemple, depuis 2003, 45 000 postes ont été supprimés dans l'enseignement secondaire<sup>1</sup>. Pour 2010, le gouvernement prévoit encore 16 000 suppressions pour l'ensemble de l'Éducation Nationale. Ces suppressions ont, bien évidemment, des répercussions sur l'emploi des jeunes.

Alors que dans les quartiers populaires on a supprimé la quasi-totalité des ZEP, la suppression progressive de la carte scolaire transforme les établissements de ces zones en de véritables ghettos où l'enseignement est très difficile à assurer.

Dans les universités, les droits d'inscription augmentent et les étudiants ont de plus en plus de difficultés financières, les bourses étant de plus en plus réduites. Aussi, 100 000 étudiants vivent au-dessous du seuil de pauvreté<sup>2</sup>.

En outre, la précarité s'installe chez le personnel enseignant, notamment par le biais des vacataires. Ce statut instauré dans le second degré par le ministre socialiste Allègre et maintenu par ses successeurs, consiste à enseigner dans l'année 200 heures maximum au prix de 34 € brut de l'heure, soit 68 000 € par an (566 € par mois !).

D'une manière générale, le pouvoir d'achat des fonctionnaires, donc des enseignants baisse régulièrement depuis plus de 20 ans. Ce qui n'empêche pas les inégalités d'augmenter quand 1% des fonctionnaires gagnent plus de 5 600 € par mois<sup>3</sup>.

Les dégradations des conditions de travail, de l'emploi et des salaires sont l'application des consignes de l'OCDE, reprises par le traité européen de Lisbonne. Il s'agit de dégrader le service public d'éducation afin de permettre aux établissements privés d'augmenter leurs effectifs et leur part de marché. L'éducation n'est ni à vendre, ni à brader.

Ces dégradations sont le résultat d'une politique budgétaire qui consiste à réduire, voire supprimer les impôts touchant les riches et les entreprises : instauration du bouclier fiscal, réduction des impôts sur les successions, sur les bénéfices des entreprises, suppression de la taxe professionnelle... Ces cadeaux augmentent considérablement le déficit budgétaire. Les recettes prévues pour 2010 ne couvrant que 58% des dépenses<sup>4</sup>, la dette de l'État s'accroît à grande vitesse : l'endettement cumulé prévu fin 2010 est de 84% du PIB annuel<sup>1</sup>. Pour rembourser cette dette il faut s'attendre dans l'avenir à de nouvelles coupes budgétaires.

### Pour une éducation alternative !!

L'éducation nationale, dans sa conception actuelle, ne répond pas aux attentes et aux demandes des élèves, des professeurs

et des parents d'élèves. Elle est élitiste et en dissonance par rapport à ses fondamentaux qui sont de développer l'esprit critique, la solidarité, la coopération, la formation du citoyen, la liberté d'un choix de vie et d'apprentissage. Ses objectifs se résument souvent actuellement à une transmission des savoirs (le prof parle, l'élève apprend) et à un conditionnement des apprenants en vue de former de futurs travailleurs dociles.

Nous, alternatifs, proposons une refonte totale du système éducatif, à travers des discussions et concertations avec les acteurs concernés : modification dans sa conception pédagogique mais aussi dans sa gestion. Élèves, parents d'élèves et personnels de services, sont aussi légitimes que les directeurs d'établissements : ils doivent donc, à pouvoir égal, participer à la gestion des établissements scolaires à travers l'autogestion. Elle est certes pratiquée quelquefois, mais à quels degrés ?

Dans de nombreux pays, une multitude de choix pédagogiques s'offrent à la fois aux établissements scolaires et aux professeurs. On y trouve des écoles d'éducation nouvelle (appuyées sur les pédagogies Montessori, Freinet...) publiques et laïques, contrairement au système français, où elles sont pour la plupart associatives : ceci résultant d'une volonté des différents ministères de l'éducation qui se sont succédés.

Il faut aussi se donner les moyens d'avoir de vraies **universités populaires** gratuites et ouvertes à tous, qui permettent de se former et de s'émanciper tout au long de sa vie.

Les structures éducatives devraient s'adapter aux rythmes des individus. En ne le faisant pas, elles provoquent des décrochages et, bien souvent, une haine de l'apprentissage scolaire. Il faut permettre aux parents et aux professeurs de choisir le système éducatif le mieux adapté aux enfants. Il faut également développer davantage de structures adaptées aux jeunes déscolarisés ne se retrouvant pas dans le fonctionnement des institutions « classiques » d'éducation. Afin que les élèves décrocheurs ne tombent dans la délinquance, il faut créer un système scolaire de rattrapage pour les jeunes qui en grandissant regrettent de n'avoir pas travaillé. Le CLEPT (Collège et Lycée Égalitaire Pour Tous) de Grenoble peut être un exemple à suivre.

**Pour l'autogestion des établissements scolaires et vers un mode d'éducation alternatif, il faut agir vite. L'évolution de notre société passera par une évolution du système éducatif.**

Sources

<sup>1</sup> FSU

<sup>2</sup> UNEF

<sup>3</sup> Observatoire des inégalités

<sup>4</sup> Dauphiné libéré